

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection - ICPE

Groupe de Subdivisions : Nièvre-Yonne		Subdivision d'Auxerre	
Nom(s) du ou des inspecteurs : Hélène VIAL accompagnée d'Hélène LEROY Date de la lettre d'annonce de l'inspection : courriel du 24 juin 2015			
Date de l'inspection : 02 juillet 2015 Type d'inspection :		<input checked="" type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle	
Motif de la planification : Programme annuel des inspections		ou détail des circonstances :	
Société : SA Patrick CESCHIN Commune : CRAVANT Activité : exploitation de carrière		A – autorisation Priorité : nationale	
Liste des installations inspectées : la carrière Thèmes : Respect autorisation ICPE Référentiels de l'inspection : – Arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2006-0221 du 4 mai 2006 autorisant le directeur de la SA Patrick CESCHIN à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de CRAVANT.			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : • Monsieur CESCHIN, dirigeant et directeur technique • Monsieur GOMEZ, chargé de prévention Liste des documents consultés : - relevé topographique du 15 décembre 2010			
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : Impression générale L'activité de la carrière est faible. Le jour de la visite, il n'y avait aucune activité. En 2015, l'exploitant estime une production de 250 à 500 tonnes en deux campagnes. L'extraction se déroule avec une pelle et un tractopelle. Deux salariés travaillent sur le site. Lors de la précédente inspection en 2010, les manquements relatifs au bornage, au non-respect de la bande des 10 mètres, au non respect du plan de phasage initial et à l'absence de contrôle du respect des niveaux sonores avaient déjà été relevés. Les constats détaillés sont repris en annexe et les principales actions à entreprendre sont reprises ci-après. Selon les explications fournies par l'exploitant, la bande des 10 m n'a pas été maintenue sur l'ensemble du site, notamment en partie Sud de la carrière au niveau d'un front empiétant sur la parcelle voisine, à cause d'une extraction historique. Il est donc demandé à l'exploitant soit de reconstituer la bande de protection des 10 m, soit obtenir l'accord du ou des propriétaires concernés de laisser cette partie en l'état sans que la bande des 10m soit reconstituée. A la lecture du dossier de demande d'autorisation, de l'arrêté préfectoral d'autorisation et des plans annexés, d'une part l'extraction devait se faire par le front supérieur avec des gradins de 5 m de hauteur maximum séparés par des banquettes de 5 m de large minimum et d'autre part la remise en état devait notamment consister en la création de gradins talutés de 5 m de hauteur. Or, l'extraction n'a pas lieu par le front supérieur mais par le front inférieur et par le front intermédiaire. L'exploitant explique que le chemin d'accès prévu à l'origine pour extraire par le front supérieur n'a jamais été créé pour ne pas prélever des terres agricoles.			

D'autre part, la pente d'accès au front intermédiaire et supérieur dépasse les 12% ce qui interdit aux camions d'y accéder selon l'analyse des risques de l'exploitant. Enfin, les terres d'arène prélevées sont celles qui résultent du décrochement des fronts après la saison hivernale. Au regard des caractéristiques du matériau, la terre d'arène extraite est donc issue du front inférieur et du front intermédiaire.

Par ailleurs, du fait d'une extraction historique, les fronts excèdent 5 m de hauteur (14 m et près de 12 m).

Ainsi, en application de l'article R512-33 du code de l'environnement et au regard des modifications des conditions d'exploitation, l'exploitant est invité à présenter au Préfet un dossier justifiant les raisons pour lesquelles la méthode d'extraction a dû être modifiée et proposer une modification des conditions d'exploitation et le cas échéant, de remise en état en présentant un phasage adapté permettant également la suppression des fronts supérieurs à 5 m, en établissant un nouveau plan et des coupes selon des phases successives à préciser.

Selon les modifications présentées et s'il est justifié que ces modifications ne sont pas substantielles, un arrêté préfectoral complémentaire pourra être proposé pour prendre acte de ce changement.

B. Actions à entreprendre au vu des principales non-conformités relevées par rapport aux référentiels utilisés et reprises au tableau des constats annexés à la présente fiche

1. L'exploitant devra veiller à ce que les bornes demeurent en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité.
2. L'exploitant devra procéder à la mesure de la situation acoustique (niveau sonore en limite de propriété et émergence) lors d'une campagne d'extraction.
3. Même si la situation a peu évolué, l'exploitant devra fournir un plan de la carrière à jour.

C. Remarques complémentaires émises au cours de la visite

4. L'exploitant devra soit démontrer que la bande de protection des 10 m est reconstituée, soit obtenir l'accord du ou des propriétaires concernés de laisser cette partie en l'état sans que la bande des 10 m soit reconstituée.
5. Au regard des conditions d'accès en sécurité des engins, du fait de l'absence de chemin d'accès par le front supérieur, et au regard des caractéristiques de la terre d'arène, l'exploitant devra proposer au Préfet une modification des conditions d'exploitation en présentant un phasage adapté permettant également la suppression des fronts supérieurs à 5 m, en établissant un nouveau plan et des coupes selon des phases successives à préciser.

Conclusions ou suites envisagées :

- Courrier à l'exploitant

Liste des documents établis suite à la visite (en complément de la présente fiche) :

- Tableau des constats,
- Lettre à l'exploitant,
- Bordereau au Préfet

Date et signatures 23 JUIL. 2015

Rédacteur

L'inspecteur de l'environnement



Hélène VIAL

Vérificateur

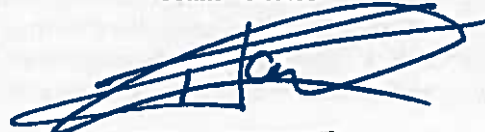
L'inspecteur de l'environnement



Hélène LEROY

Approbateur

Le responsable de l'unité territoriale
Yonne - Nièvre



Philippe WATTIAU

Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2006-0221 du 4 mai 2006 autorisant le Directeur de la SA Patrick CESCHIN à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de CRAVANT

Article	Points vérifiés	Nature du constat ⁽¹⁾	Observations
8.1	<p><u>Montant des garanties financières</u></p> <p>... Le montant des garanties financières permet d'assurer la remise en état de la carrière à chacun des termes de cinq années prévus ci-avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au terme de cinq ans, il est de 53 110 € TTC - au terme de dix ans, il est de 49 255 € TTC - au terme de quinze ans, il est de 46 050 € TTC. - au terme de vingt ans, il est de 41 020 € TTC - au terme de vingt cinq ans, il est de 37 060 € TTC - au terme de trente ans, il est de 30 530 € TTC <p>Les garanties financières sont données pour une période d'une durée de cinq ans au moins.</p>	C	<p>L'acte de cautionnement solidaire a été transmis à l'Inspection des Installations Classées. Celui-ci est daté du 26 septembre 2011 et expire le 3 mai 2016 à 18 heures.</p> <p>Le montant du cautionnement est de 64 142 €.</p>
13	<p><u>Bornage</u></p> <p>Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34.1 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé.</p>	NC	<p>Les bornes n'ont pas pu être observées.</p> <p>✓ L'exploitant devra veiller à ce que les bornes demeurent en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité.</p>
14	<p><u>Information du public</u></p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>	C	<p>Le jour de la visite, le panneau dûment renseigné a été observé en entrée de carrière.</p>

(1) C : conformité ; NC : non-conformité ; R : remarque

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
15	<p><u>Cloture et barrières</u></p> <p>Chaque zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant les zones d'exploitation.</p>	C	<p>Le jour de la visite, la zone en cours d'exploitation était ceinturée d'un dispositif ne permettant pas de pénétrer aisément sur le site.</p>
19	<p><u>Distances limites et zones de protection</u></p> <p>L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée de manière à ménager avec le bord supérieur de la fouille un massif suffisant pour garantir la stabilité des terrains voisins et l'intégrité des constructions et ouvrages extérieurs compte tenu de la hauteur de l'excavation et de la nature des terrains demeurant en place.</p> <p>En tout état de cause, les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité, excepté pour la partie moyenne avec la carrière communale.</p> <p>...</p>	R	<p>En 2010, le plan de relevé topographique remis par l'exploitant ne permettait pas de justifier que cette prescription soit respectée car la bande des 10 mètres a été partiellement exploitée notamment en ce qui concerne la partie Sud de la carrière au niveau d'un front empiétant sur la parcelle voisine.</p> <p>✓ L'exploitant devra soit démontrer que la bande de protection des 10m est reconstituée, soit obtenir l'accord du ou des propriétaires concernés de laisser cette partie en l'état sans que la bande des 10m soit reconstituée.</p>

(1) C : conformité ; NC : non-conformité ; R : remarque v

Article	Points vérifiés	Nature du constat ⁽¹⁾	Observations
			Depuis la précédente visite, la situation n'a pas beaucoup évolué. L'extraction n'a pas lieu par le front supérieur mais par le front inférieur et par le front intermédiaire. L'exploitant explique que le chemin d'accès prévu à l'origine pour extraire par le front supérieur n'a jamais été créé pour ne pas prélever des terres agricoles.
	<u>Méthode d'exploitation</u>		D'autre part, la pente d'accès au front intermédiaire et supérieur dépasse les 12% ce qui interdit aux camions d'y accéder. Enfin, les terres d'arène prélevées sont celles qui résultent du décrochement des fronts après la saison hivernale. La terre d'arène extraite est donc issue du front inférieur et du front intermédiaire.
22.2.1	Après réalisation de la découverture, les matériaux sont extraits à la pelle mécanique par le front supérieur en laissant en place des gradins d'une hauteur ne pouvant excéder 5 m séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 5 m.	R	Les fronts excèdent 5 m de hauteur. Les banquettes ont une largeur supérieure à 5 m pour que les engins puissent manœuvrer en sécurité. ✓ Au regard des conditions d'accès en sécurité des engins, du fait de l'absence de chemin d'accès par le front supérieur et au regard des caractéristiques de la terre d'arène, l'exploitant devra proposer au Préfet une modification des conditions d'exploitation en présentant un phasage adapté permettant également la suppression des fronts supérieurs à 5 m, en établissant un nouveau plan et des coupes selon des phases successives à préciser.
22.3.1	<u>Phasages</u> L'exploitation se déroule suivant le plan et les coupes annexées en 6 phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (voir annexe 1).	R	Depuis la précédente visite, la situation n'a pas évolué dans la mesure où l'extraction ne peut pas être réalisée à partir du front supérieur au regard des remarques formulées pour la méthode d'extraction.
24.3.3	Les apports effectués sur le site ne doivent contenir ni matériaux putrescibles (bois, papier, cartons, végétaux...), ni matières plastiques, ni métaux, ni plâtre, ni enrobés routiers.	C	Les apports sur site ne présentent pas de non conformités apparentes.
30.3	Les contrôles des niveaux sonores et du respect de l'émergence dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers doivent être réalisés dès l'ouverture de la carrière, puis tous les trois ans.	NC	✓ L'exploitant devra procéder à la mesure de la situation acoustique (niveau sonore en limite de propriété et émergence) lors d'une campagne d'extraction.
33	L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce	NC	Le plan présenté par l'exploitant date de 2010.

(1) C : conformité ; NC : non-conformité ; R : remarque v

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 02 juillet 2015

Article	Points vérifiés	Nature du constat ⁽¹⁾	Observations
	<p>plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m, - la position des fronts, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, <p>Ce plan est mis à jour une fois l'an.</p>		<p>✓ Même si la situation a peu évolué, l'exploitant devra fournir un plan de la carrière à jour.</p>

(1) C : conformité ; NC : non-conformité ; R : remarque v